

Indice de perception de la corruption 2018 : Description complète des sources

13 sources de données différentes ont été utilisées pour construire l'indice de perception de la corruption (IPC) 2018:

1. Évaluation des politiques et des institutions des pays 2016 - Banque africaine de développement
2. Indicateurs de gouvernance durable 2018 - Bertelsmann Stiftung
3. Indice de transformation 2017-2018 - Bertelsmann Stiftung
4. Service des risques pays 2018 - Economist Intelligence Unit
5. Rapports du projet de recherche Nations en transition (NIT - Nations in Transit) 2018 - Freedom House
6. Indicateurs des conditions économiques et de risque 2017 - Global Insight
7. Rapport annuel sur la compétitivité mondiale d'IMD pour l'année 2018
8. Renseignement Asiatique 2018 - Political and Economic Risk Consultancy
9. Guide international sur les risques pays 2018 - PRS Group International
10. Évaluation des politiques et des institutions des pays 2017 - Banque mondiale
11. Enquête d'opinion auprès de cadres dirigeants 2018 - Forum économique mondial
12. Indice de l'État de droit 2017-2018 - World Justice Project
13. Projet Variétés de démocraties (V-Dem) 2018

1. Évaluation des politiques et des institutions des pays 2016 - Banque africaine de développement
Code : AFDB

Année de publication : 2017

Type d'évaluation : Évaluations d'experts

Fournisseur de données : Banque africaine de développement

La Banque africaine de développement (BAD) est une institution financière régionale multilatérale œuvrant à promouvoir le développement économique et le progrès social dans les pays du continent.

La notation de la gouvernance 2016 de la BAD est une des composantes de l'évaluation des politiques et des institutions des pays (CPIA - Country Policy and Institutional Assessment), qui évalue la qualité du cadre institutionnel d'un pays en regardant s'il permet une utilisation efficace de l'aide au développement. L'évaluation actuelle s'efforce de parvenir au plus haut niveau possible d'uniformité et de cohérence entre les pays membres étudiés. Conformément aux déclarations de Paris et de Rome sur l'efficacité, l'harmonisation et l'alignement de l'aide, la BAD a également modifié le questionnaire et les lignes directrices de son évaluation pour que celle-ci corresponde à celles menées par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, améliorant ainsi la comparabilité et la synergie entre les systèmes.

L'évaluation des politiques et des institutions du pays est conduite par un groupe d'économistes spécialistes du pays et disposant d'une vaste expérience en matière d'analyse politique. Les connaissances de ces experts sont complétées par celle des contacts locaux, qui apportent leur contribution en termes quantitatifs et qualitatifs. Les discussions entre pairs sont également utilisées pour assurer le suivi de la qualité des résultats.

Question(s) liée(s) à la corruption

Les experts ont pour tâche d'évaluer :

La transparence, l'obligation de rendre compte et la corruption dans le secteur public.

« Ce critère permet de déterminer la mesure dans laquelle l'exécutif peut être tenu responsable de l'utilisation des fonds et des résultats de ses actions par les électeurs et par le pouvoir législatif et judiciaire, ainsi que la mesure dans laquelle les employés du secteur public, au sein de l'exécutif, sont tenus de rendre compte de l'utilisation des ressources, des décisions administratives et des résultats obtenus. L'amélioration des deux niveaux de responsabilité passe par la transparence dans la prise de décisions, les institutions publiques d'audit, l'accès à l'information pertinente au moment voulu, et par un examen minutieux de la part du public et des médias. Les structures gouvernementales nationales et sous-nationales doivent être évaluées d'une manière appropriée ».

Chacune des trois dimensions suivantes doit être évaluée séparément :

- (a) l'obligation de l'exécutif de rendre compte aux institutions chargées du contrôle, et l'obligation des employés du secteur public d'assumer la responsabilité de leur performance
- (b) l'accès de la société civile à l'information sur les affaires publiques
- (c) la poursuite d'intérêts particuliers étroits par les pouvoirs publics

Concernant l'évaluation globale, les trois dimensions ci-dessus bénéficient d'une pondération égale. Le questionnaire peut être consulté ici : <https://cpia.afdb.org/documents/public/cpia2016-questionnaire-fr.pdf>

Barème

L'échelle de notation varie de 1 (très insatisfaisant) à 6 (très satisfaisant).

Pays couverts

L'évaluation couvre 54 pays d'Afrique.

Les pays sont notés selon leurs performances au cours de l'année d'évaluation conformément aux critères définis, qui figurent dans le Manuel à l'usage des rédacteurs de la CPIA et sont mis à jour chaque année. L'évaluation des politiques et des institutions des pays comprend trois phases : i) la notation des pays par des experts nationaux ; ii) une révision de toutes les notations par les experts du secteur ; iii) l'approbation des notes finales lors de discussions ouvertes entre les experts nationaux et les experts du secteur.

Disponibilité des données

Ces données sont publiées chaque année depuis 2004. La notation de la gouvernance 2016 a été préparée entre septembre et novembre 2016 et publiée en mars 2017.

Ces données sont accessibles à tous sur Internet : <https://cpia.afdb.org/?page=data>

2. Indicateurs de gouvernance durable 2018 - Bertelsmann Stiftung Code : BF (SGI)

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Regroupement de données quantitatives et d'évaluations qualitatives par des experts

Fournisseur de données : Bertelsmann Stiftung

La fondation Bertelsmann Stiftung a été créée en 1977 sous la forme d'une fondation privée. Ce *think tank* œuvre pour une meilleure éducation, un système économique juste et efficace, un système de santé préventif, une société civile dynamique et une compréhension mutuelle renforcée entre pays. La fondation Bertelsmann Stiftung est indépendante et non partisane. Elle conçoit, lance et gère ses propres projets.

Les Indicateurs de gouvernance durable (SGI - Sustainable Governance Indicators) examinent la gouvernance et les processus de décision dans tous les États membres de l'OCDE et de l'Union européenne, dans l'objectif d'évaluer le besoin de réformes de chacun de ces pays et leur capacité à les mettre en œuvre.

Les indicateurs sont développés à l'aide de données quantitatives collectées par des organisations internationales, complétées par l'analyse qualitative d'experts nationaux reconnus. Pour chaque enquête menée concernant les indicateurs de gouvernance durable, chaque pays est évalué par au moins deux experts reconnus.

Question(s) liée(s) à la corruption

Les experts ont pour tâche d'évaluer :

La prévention de la corruption

« D4.4 Existe-t-il des mesures empêchant les titulaires de charge publique d'abuser de leur position pour leur profit personnel ? »

Cette question examine les moyens employés par l'État et la société pour empêcher les fonctionnaires et les hommes politiques d'accepter des pots-de-vin en adoptant des mécanismes de renforcement de l'intégrité. Ceux-ci peuvent prendre la forme d'audits des dépenses publiques ; d'un encadrement du financement des partis politiques ; d'un plus grand accès des citoyens et des médias à l'information ; de modalités de reddition de compte pour les titulaires de charges publiques (déclaration d'intérêts, réglementation limitant les conflits d'intérêts, codes de conduite) ; de systèmes transparents de passation de marchés publics ; et d'une poursuite effective des cas de corruption.

Barème

Les notes se situent entre :

- un 1 faible, signifiant que « les titulaires de charge publique peuvent exploiter leur position pour leur profit personnel sans craindre de conséquences juridiques ou de publicité négative »
- un 10 élevé, signifiant que « les mécanismes juridiques, politiques et d'intégrité publique empêchent efficacement les titulaires de charge publique d'abuser de leur position »

Le questionnaire peut être consulté ici : <http://www.sgi-network.org/2018/Questionnaire>

Pays couverts

41 pays de l'UE et de l'OCDE.

Pour chaque enquête menée concernant les indicateurs de gouvernance durable, chaque pays est évalué par au moins deux experts reconnus. Le travail des experts est appuyé par huit coordinateurs. Le conseil consultatif du SGI discute et approuve les résultats. Le descriptif SGI (questionnaire détaillé) fournit une explication claire pour chaque question, afin que tous les experts aient la même interprétation des questions (http://www.sgi-network.org/docs/2018/basics/SGI2018_Codebook.pdf). Les données quantitatives sont compilées de manière centralisée par l'équipe du SGI à partir de statistiques officielles, accessibles au public (sources principalement de l'OCDE).

Les évaluations du réseau d'experts du SGI font l'objet d'un examen par les pairs en six étapes dans un cadre concis. Ce processus rigoureux est conçu pour garantir la validité et la fiabilité des évaluations des experts.

Disponibilité des données

Publiés pour la première fois en 2009, ces indicateurs sont aujourd'hui publiés tous les ans. Les Indicateurs de gouvernance durable les plus récents évaluent la période débutant en novembre 2016 et se terminant en novembre 2017.

Les données 2018 de ces indicateurs sont accessibles à tous sur Internet
<http://www.sgi-network.org/2018/Downloads>.

3. Indice de transformation 2018 - Bertelsmann Stiftung

Code : BF (TI)

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Enquêtes qualitatives auprès d'experts

Fournisseur de données : Bertelsmann Stiftung

La fondation Bertelsmann Stiftung a été créée en 1977 sous la forme d'une fondation privée. Ce *think tank* œuvre pour une meilleure éducation, un système économique juste et efficace, un système de santé préventif, une société civile dynamique et une compréhension mutuelle renforcée entre pays. La fondation Bertelsmann Stiftung est indépendante et non partisane. Elle conçoit, lance et gère ses propres projets.

L'indice de transformation fournit un cadre d'échange de bonnes pratiques aux réformateurs. L'Indice de transformation de Bertelsmann Stiftung (BTI - Bertelsmann Stiftung Transformation Index) comprend deux notations, l'indice de situation et l'indice de gestion, tous deux construits à partir de l'évaluation approfondie de 129 pays. Les notes sont basées sur les rapports nationaux détaillés examinant 52 questions divisées en 17 critères.

Les évaluations sont établies par deux experts pour chaque pays. Les évaluations nationales sont constituées de deux sections : une évaluation écrite de l'état de transformation et de la performance de gestion d'un pays (rapport national) et une évaluation chiffrée de l'état de transformation et de la performance de gestion d'un pays (note du pays). Les notes sont attribuées par un spécialiste du pays puis revues « en aveugle » par un second spécialiste qui fournit lui aussi une notation indépendante du pays. Ces notes attribuées par les experts sont ensuite vérifiées et débattues par des coordinateurs régionaux, afin de garantir une comparabilité intra- et interrégionale des notes. De plus, la Bertelsmann Stiftung a également mis en place un palier supplémentaire de vérification pour veiller à ce que les notes attribuées soient en adéquation avec les descriptions qualitatives de chaque pays.

Question(s) liée(s) à la corruption

Les experts ont pour tâche d'évaluer :

« Q3.3 Les titulaires de charge publique qui abusent de leur position sont-ils poursuivis ou punis ? »

» Les notes se situent entre :

- 1, signifiant que « les titulaires de charge publique qui violent la loi et se livrent à des actes de corruption agissent sans craindre de conséquences juridiques ou de publicité négative »
- et 10, signifiant que « les titulaires de charge publique qui violent la loi et se livrent à des actes de corruption sont poursuivis avec rigueur dans le cadre de lois établies et récoltent systématiquement de la publicité négative. »

« Q15.3 Dans quelle mesure le gouvernement combat-il efficacement la corruption ? » Les notes

se situent entre :

- 1, signifiant que « le gouvernement ne combat pas la corruption et aucun mécanisme d'intégrité n'est en place »
- et 10, signifiant que « le gouvernement lutte efficacement contre la corruption et que tous les mécanismes d'intégrité nécessaires sont en place et efficaces »

Barème

Les notes se situent entre 1 (degré de corruption le plus haut) à 10 (degré de corruption le plus bas).

La note de chaque pays est la moyenne des réponses apportées aux deux questions.

Le livre des codes du BTI peut être consulté ici :

https://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Zusaetzliche_Downloads/BTI2018_Codebook.pdf

Le BTI est basé sur une enquête qualitative auprès d'experts dans laquelle les évaluations écrites sont traduites en évaluations chiffrées et soumises à un processus d'examen à plusieurs étapes, pour permettre des comparaisons à la fois au sein des régions et entre elles. Le processus d'évaluation des pays comporte à la fois une composante qualitative et une composante quantitative, et est mené dans chaque cas par deux spécialistes du pays. En règle générale, un expert étranger et un expert local participent au processus d'évaluation ; cela garantit que les points de vue aussi bien externes qu'internes sont pris en compte au cours de l'évaluation et aide à contrer toute influence subjective.

Au total, 248 experts, issus de grands instituts de recherche du monde entier, contribuent à l'élaboration des rapports nationaux.

Pour assurer la validité, la fiabilité et la comparabilité de l'évaluation, chaque note individuelle est soumise à un processus d'évaluation en plusieurs étapes mené par les spécialistes des pays, les coordinateurs régionaux, l'équipe de projet et le conseil d'administration du BTI. Les notes et les réponses fournies par les experts concernant chacun des 49 indicateurs sont initialement examinées par les coordinateurs régionaux, qui en étudient le contenu pour s'assurer qu'il est à la fois complet et cohérent.

Les notes des pays sont soumises à une étape de revue intra régionale, suivie d'une revue interrégionale et un regroupement des notes.

Pays couverts

129 pays/territoires sont notés.

Disponibilité des données

Publié pour la première fois en 2003, le BTI est depuis publié tous les deux ans.

Les données sont tirées du rapport BTI 2018, publié en mars 2018, et les données sont disponibles sur Internet à l'adresse <http://www.bti-project.org/en/home/>. L'évaluation utilise des données collectées jusqu'au 31 Janvier 2017.

4. Service des risques pays 2018 - Economist Intelligence

Unit Code : EIU

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Évaluations des risques fondées sur des indicateurs qualitatifs et quantitatifs

Fournisseur de données : Economist Intelligence Unit

L'Economist Intelligence Unit (EIU) a été créé en 1946 en tant qu'organe de recherche du journal *The Economist*. Il est depuis devenu une entreprise internationale de recherche et de conseil proposant des renseignements dans le domaine économique à destination des décideurs politiques partout dans le monde. 650 analystes travaillent à plein temps dans plus de 200 pays/territoires.

Les notations des risques pays ont pour but de fournir une analyse détaillée et à jour des risques financiers dans plus de 140 pays.

L'EIU s'appuie sur une équipe d'experts basée à Londres principalement (mais aussi à New York, à Hong Kong, à Beijing et à Shanghai), aidée par un réseau mondial de spécialistes nationaux. Chaque analyste de pays couvre un maximum de deux ou trois pays/territoires. Les rapports politiques et économiques rédigés par les analystes de l'EIU sont soumis à un processus de relecture rigoureux avant de pouvoir être publiés.

Question(s) liée(s) à la corruption

Les questions suivantes sont utilisées pour guider l'analyse :

Existe-t-il des procédures et des modalités de reddition de compte claires pour diriger l'allocation des fonds publics et leur utilisation ?

Des fonds publics sont-ils détournés par des membres du gouvernement ou des fonctionnaires pour servir des intérêts privés ou partisans ?

Existe-t-il des fonds spécifiques pour lesquels il n'est pas nécessaire de rendre de comptes ? Existe-t-il, de manière générale, des abus de ressources publiques ?

Sommes-nous en présence d'une fonction publique professionnelle, ou bien de nombreux fonctionnaires sont-ils au contraire directement nommés par le pouvoir politique ?

Existe-t-il un organisme indépendant qui contrôle la gestion des finances publiques ?

Existe-t-il un pouvoir judiciaire indépendant habilité à poursuivre les membres du gouvernement et les fonctionnaires pour d'éventuels abus ?

Existe-t-il une tradition de versement de pots-de-vin pour obtenir des contrats et des faveurs ?

Barème

Les notes sont données sous forme de nombres entiers allant de 0 (corruption très peu fréquente) à 4 (corruption très fréquente).

La note obtenue est une mesure composite généralisée de la corruption, intégrant une évaluation de chaque domaine couvert par les questions indicatives.

Pays couverts

131 pays/territoires ont été notés en 2018.

Disponibilité des données

L'EIU propose des évaluations des risques pays depuis le début des années 1980. Des mises à jour sont fournies chaque mois pour 100 pays et tous les trois mois pour les autres. L'IPC s'appuie sur les données d'évaluation des risques disponibles depuis le mois de septembre 2017.

Les données sont accessibles aux abonnés au Service des risques pays de l'EIU. <http://www.eiu.com>

5. Rapports du projet de recherche Nations en transition (NIT - Nations in Transit) 2018 - Freedom House
Code : FH

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Évaluation qualitative d'experts

Fournisseur de données : Freedom House

Fondée en 1941, Freedom House est un organisme de surveillance indépendant qui soutient l'expansion de la liberté dans le monde. Freedom House soutient le changement démocratique, surveille l'état des libertés civiles, et défend la cause de la démocratie et des droits humains.

Les rapports du projet de recherche Nations en transition (NIT - Nations in Transit) mesurent la démocratisation de 29 nations et régions administratives en Europe centrale et au sein des nouveaux États indépendants. Ces rapports s'intéressent particulièrement aux avancées et aux reculs de la démocratie. Chaque rapport se penche sur un des thèmes suivants : gouvernance démocratique nationale, processus électoraux, société civile, indépendance des médias, gouvernance démocratique locale, cadre judiciaire et indépendance de la justice, corruption.

Les enquêtes du projet de recherche Nations en transition (NIT - Nations in Transit) ont été conduites par les équipes de Freedom House et les consultants associés. Ces derniers ont été recommandés par les autorités compétentes et sont des spécialistes de la région ou d'un pays en particulier. De nombreuses sources ont été convoquées pour produire ces rapports : organismes multilatéraux de prêts, organisations non gouvernementales et autres organisations internationales, journaux et magazines locaux, sélection de données gouvernementales.

Question(s) liée(s) à la corruption

Les experts de Freedom House ont pour tâche de travailler sur un certain nombre de questions servant à guider leur analyse :

- Le gouvernement a-t-il mis en place des initiatives efficaces de lutte contre la corruption ?
- L'économie du pays est-elle à l'abri de toute implication excessive de l'État ?
 - Le gouvernement est-il à l'abri de règlements bureaucratiques excessifs, obligations d'enregistrement et autres procédures de contrôle qui favorisent les faits de corruption ?
- Existe-t-il des limitations significatives à la participation des fonctionnaires à la vie économique ?
 - Des lois exigeant une déclaration financière et empêchant les conflits d'intérêts ont-elles été mises en place ?
- Le gouvernement publie-t-il les offres d'emplois et les contrats publics ?
 - L'État met-il en œuvre un processus législatif ou administratif – en veillant à ne pas diriger ce processus contre l'opposition - visant à prévenir la corruption de membres du gouvernement et de fonctionnaires ainsi qu'à mener des enquêtes et des poursuites le cas échéant ?
 - Les lanceurs d'alerte, les militants anticorruption, les enquêteurs et les journalistes jouissent-ils d'une protection juridique qui leur permet de rapporter des cas de corruption en toute sécurité ?
 - Les allégations de corruption sont-elles largement diffusées dans les médias ?
 - Le public affiche-t-il une forte intolérance à la corruption officielle ?

Barème

Le barème va de 1 (plus bas niveau de corruption) à 7 (plus haut niveau de corruption) et permet d'attribuer des notes intermédiaires au demi-point ou au quart de point (3,25 par exemple).

La note obtenue est une mesure composite généralisée de la corruption intégrant une évaluation de chaque domaine couvert par les questions indicatives.

Dans le cas des 29 pays cités dans le projet Nations en transition, Freedom House, en consultation avec les auteurs du rapport, un panel de conseillers universitaires et un groupe d'examineurs experts régionaux, a fourni des notations chiffrées dans les sept catégories énumérées ci-dessus. Les notations se basent sur une échelle de 1 à 7, 1 représentant le niveau le plus haut et 7 le niveau le plus bas de progrès démocratiques.

Les auteurs des rapports de chaque pays proposent des notations préliminaires dans les sept catégories couvertes par l'étude, en s'assurant que toute proposition de note est accompagnée de preuves concrètes. Chaque projet de rapport est ensuite envoyé à plusieurs examinateurs experts

régionaux, qui formulent des commentaires sur le changement de note et sur la qualité de la justification exprimée dans le texte du rapport. Au cours d'une réunion de deux jours, le conseil académique consultatif de Freedom House discute et évalue toutes les notations. Les auteurs du rapport ont la possibilité de contester toute notation révisée qui diffère de la notation originale de plus de 0,5 point.

De plus amples informations sont disponibles ici : <https://freedomhouse.org/report/nations-transit-methodology>

Pays couverts

29 pays/territoires ont été classés en 2018.

Disponibilité des données

Ce rapport est publié chaque année depuis 2003.

Les données contenues dans le rapport 2017 du projet de recherche Nations en transition couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2017.

Ces données sont accessibles à tous sur Internet à :
<https://freedomhouse.org/report/nations-transit/nations-transit-2018>

6. Indicateurs des conditions économiques et de risque 2017– Global Insight

Code : GI

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Évaluation des affaires commerciales par des experts

Fournisseur de données : IHS Global Insight, Global Risk Service

Fondée en 1959, IHS Global Insight est une entreprise internationale d'information sectorielle qui emploie plus de 5 100 personnes dans plus de 30 pays dans le monde. Global Insight fournit un vaste ensemble de services en ligne couvrant l'analyse macroéconomique, l'analyse des risques pays et l'analyse de secteurs spécifiques.

Le système de notation des risques pays de Global Insight existe depuis 1999 et offre une analyse des risques basée sur six facteurs dans plus de 200 pays/territoires. Ces six facteurs concernent les risques en matière politique, économique, institutionnelle, fiscale, opérationnelle et sécuritaire. La note des risques de corruption qu'utilise l'ICP est tirée des indicateurs des conditions économiques et de risque de Global Insight.

Les évaluations sont réalisées en interne par plus de 100 spécialistes de pays, qui s'appuient également sur l'expertise de consultants indépendants, de clients et d'autres contacts dans le pays concerné. Les notes reflètent la perception des experts de Global Insight sur l'ampleur relative du problème dans chaque pays/territoire. La notation évalue toutes les formes de corruption, du simple versement de pots-de-vin à la corruption politique en haute sphère. La note attribuée à chaque pays/territoire est basée sur une évaluation qualitative de la corruption au niveau national.

Question(s) liée(s) à la corruption

Les experts ont pour tâche d'évaluer :

Le risque que les personnes/entreprises soient confrontées à des pratiques de corruption dans la conduite de leurs affaires, que ce soit pour conclure des contrats importants, obtenir l'autorisation d'importer ou d'exporter un produit accessoire ou réaliser des formalités administratives courantes. De telles pratiques menacent la capacité d'une entreprise à opérer dans un pays ou l'exposent à des sanctions légales ou réglementaires et une perte de réputation.

Barème

Le barème va de 1 (corruption minimale) à 5 (corruption maximale). Il permet les notes intermédiaires au demi-point (3,5 par exemple).

Pays couverts

204 pays/territoires à travers le monde sont notés.

Les notes fournies par les analystes de pays sont revues et comparées par les spécialistes des risques de IHS Global Insight au niveau régional et international.

Disponibilité des données

Le système de notation des risques pays est disponible depuis 1999 et mis à jour en permanence.

Les données de l'IPC 2018 tirées de IHS Global Insight ont été obtenues par le biais du portail de la Banque mondiale sur les indicateurs de gouvernance mondiaux, car IHS Global Insight a cessé de fournir ses données à Transparency International en 2015. Le portail est accessible à l'adresse suivante : <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.aspx#doc-sources>

Des données détaillées sont aussi accessibles aux clients du service d'analyse pays de IHS : <http://www.ihs.com/products/global-insight/country-analysis/>

7. Rapport annuel sur la compétitivité mondiale d'IMD pour l'année 2018 Code : IMD

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Enquête d'opinion auprès des dirigeants

Fournisseur de données : Centre de la compétitivité mondiale de l'IMD

L'IMD figure parmi les écoles de commerce les plus cotées au monde ; elle dispose d'une expertise reconnue dans la formation de dirigeants internationaux grâce à son haut niveau de performance. Concentrée à 100 pourcent sur la formation à la gestion de projets réels, IMD propose l'excellence helvète avec une perspective mondiale, grâce à une approche flexible, personnalisée et efficace.

L'IMD (www.imd.org) est classée au premier rang mondial pour ses programmes publics (Financial Times 2012 et 2013) et occupe également le premier rang en matière de formation des cadres en dehors des États-Unis (Financial Times 2008 – 2013).

Le rapport annuel sur la compétitivité mondiale (WCY - World Competitiveness Yearbook) mesure la compétitivité des nations. Il examine la manière dont le climat social, politique et économique d'un pays affecte la compétitivité des entreprises et propose un classement des nations basé sur ces données. L'étude utilise 333 critères différents afin d'obtenir une image qui reflète les multiples aspects de la compétitivité des nations, que l'IMD définit comme : « un champ de la connaissance économique, qui analyse les faits et les politiques qui façonnent la capacité d'une nation à créer et maintenir un environnement favorisant un accroissement de la valeur ajoutée pour ses entreprises et de la prospérité pour sa population ».

Le rapport annuel sur la compétitivité mondiale se base en grande partie sur des données brutes, mais comprend également une enquête menée auprès de hauts dirigeants d'entreprises, qui constituent une composante représentative du secteur privé d'un pays. L'IMD s'adresse aux entreprises nationales et étrangères opérant dans une économie donnée et interroge les nationaux comme les expatriés afin d'apporter une perspective internationale à des contextes locaux. En 2018, plus de 6 300 dirigeants d'entreprises ont répondu. Le Centre de la compétitivité mondiale de l'IMD travaille en collaboration avec 54 instituts partenaires dans le monde, de manière à garantir la validité et la pertinence des données proposées.

<https://www.imd.org/wcc/research-methodology/>

Question liée à la corruption

La question suivante a été posée aux personnes interrogées

« Corruption et versement de pots-de-vin : existe/n'existe pas »

Barème

Les réponses sont données sur une échelle de 1 à 6, qui est ensuite convertie en une échelle de 0 à 10, 0 étant le plus haut niveau de corruption perçue et 10 étant le plus bas niveau.

https://www.imd.org/uupload/imd.website/wcc/Survey_Explanation.pdf

Pays couverts

63 pays/territoires à travers le monde ont été notés en 2018.

Disponibilité des données

Le rapport annuel sur la compétitivité mondiale de l'IMD est publié chaque année depuis 1989.

Les données de 2017 ont été recueillies entre février et avril 2018.

Ces données sont accessibles aux clients d'IMD, dans leurs services en ligne.

<https://worldcompetitiveness.imd.org/>

8. Political and Economic Risk Consultancy

2018 Code : PERC

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Enquête d'opinion auprès des dirigeants

Fournisseur de données : Political and Economic Risk Consultancy

La société de conseil Political and Economic Risk Consultancy (PERC) est spécialisée dans l'information commerciale stratégique et l'analyse pour les entreprises opérant dans les pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Parmi les prestations qu'elle propose, PERC produit un ensemble de rapports sur les risques dans les pays asiatiques, portant une attention particulière aux variables sociopolitiques cruciales comme la corruption, les droits de propriété intellectuelle et les risques qui y sont liés, la qualité du travail, ainsi qu'à d'autres forces ou faiblesses systémiques de pays/territoires asiatiques spécifiques.

PERC publie des bulletins bimensuels, accessibles à ses abonnés, et traitant de questions diverses. Les données sont recueillies à travers une enquête d'opinion menée auprès de personnalités locales ou expatriées du monde des affaires.

Toutes les réponses ont été recueillies lors d'entretiens en personne ou par courriel en réponse aux courriels adressés à des personnes précises dont le nom a été obtenu auprès des différentes chambres de commerce nationales, lors de conférences et à partir de listes de noms personnelles. Toutes les personnes interrogées ont fourni des notes et des commentaires qui ont uniquement trait au pays dans lequel elles résident actuellement. Les personnes interrogées dans chaque pays comprennent des dirigeants d'entreprises locaux qui sont des ressortissants des pays en question, des universitaires et des cadres expatriés.

Question(s) liée(s) à la corruption

« Comment évaluez-vous le problème de corruption dans le pays dans lequel vous travaillez ? »

Barème

Les réponses à la question sont échelonnées de 0 (pas un problème) à 10 (un problème grave).

Pays couverts

En 2018, 15 pays/territoires d'Asie Pacifique en plus des États-Unis ont été examinés.

Les mêmes questions et la même méthodologie ont été employées dans chaque pays examiné. Les résultats se basent sur 1 802 réponses, dont au moins 100 proviennent de chacun des pays étudiés, à l'exception du Cambodge, pour lequel 97 réponses ont été reçues.

Disponibilité des données

Cette enquête est réalisée chaque année depuis plus de 20 ans.

Les données utilisées par l'IPC 2018 ont été collectées lors d'une enquête menée entre janvier 2018 et mars 2018, et publiée en mars 2018.

Les données sont accessibles uniquement aux abonnés à l'adresse

<http://www.asiarisk.com/subscribe/exsum1.pdf>

9. Guide international sur les risques pays 2018 - PRS Group

International Code : PRS

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Évaluation des risques

Fournisseur de données : PRS Group

Basé dans les environs de Syracuse, dans l'État de New York aux États-Unis, le groupe PRS travaille depuis sa fondation en 1979 sur l'analyse des risques politiques.

Depuis 1980, le Guide international sur les risques pays (ICRG - International Country Risk Guide) propose chaque mois des évaluations des risques politiques, économiques et financiers dans des pays/territoires jouant un rôle majeur dans l'économie mondiale. Ce guide couvre désormais 140 pays/territoires. Les évaluations proposées sont la base d'un système d'alerte en amont sur les opportunités et les dangers potentiels pour chaque pays.

L'équipe travaillant sur ce guide rassemble des informations dans le domaine politique et les convertit en points de risque en se basant sur un modèle d'évaluation systématique. L'évaluation des risques politiques, aux côtés d'autres informations d'ordre politique, constitue la base de la notation des risques de l'ICRG. L'utilisateur peut ainsi vérifier ces données afin de comparer la notation avec sa propre évaluation ou avec d'autres systèmes de notation des risques.

Question(s) liée(s) à la corruption

L'ICRG est une évaluation de la corruption au sein du système politique. La forme de corruption que rencontrent le plus souvent les entreprises est la corruption financière sous forme de demande de paiements spéciaux et de pots-de-vin liés aux permis d'importation ou d'exportation, au contrôle des changes, à l'assiette fiscale, à la protection policière ou à l'obtention de prêts. Le système de mesure des risques prend particulièrement en compte la corruption réelle ou potentielle sous forme de clientélisme excessif, de népotisme, d'emplois réservés, d'échange de faveurs, de financement occulte de partis et de liens douteux entre des personnalités politiques et des entreprises.

Barème

Les notes évaluant la corruption sont données tous les mois sur une échelle allant de 0 (risque potentiel le plus haut) à 6 (risque potentiel le plus bas). L'attribution de demi-points est possible. Les notations mensuelles sont ensuite agrégées à l'aide d'une moyenne simple pour obtenir une note de pays unique.

Pays couverts

L'ICRG fournit des notations mensuelle pour 140 pays.

Pour garantir la cohérence entre les pays/territoires et la cohérence sur la durée, les points sont attribués par les rédacteurs de l'ICRG sur la base d'une série de questions concernant chaque composante du risque.

Disponibilité des données

Le modèle ICRG a été créé en 1980 ; les données sont publiées tous les mois.

Les données choisies pour l'IPC 2018 sont un assemblage d'évaluations trimestrielles couvrant la période allant de septembre 2017 à août 2018.

Les données sont accessibles uniquement aux clients du guide international sur les risques pays de PRS à www.prsgroup.com

10. Évaluation des politiques et des institutions des pays 2017 - Banque mondiale

Code : WB

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Évaluation d'experts

Fournisseur de données : Banque mondiale

La Banque mondiale, qui a été constituée en 1944, a son siège à Washington. Elle compte plus de 10 000 agents répartis dans une centaine de bureaux installés dans le monde entier. La Banque mondiale se compose de deux institutions de développement : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et l'Association internationale de développement (IDA - International Development Association). La BIRD a pour objectif de réduire la pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire et dans des pays plus pauvres mais solvables, tandis que l'IDA cible ses efforts exclusivement sur les pays les plus pauvres du monde.

L'évaluation des politiques et des institutions des pays (CPIA - Country Policy and Institutional Assessment) évalue tous les pays admissibles à l'aide de l'IDA selon 16 critères regroupés en quatre catégories : a) gestion économique ; b) politiques structurelles ; c) politiques de lutte contre l'exclusion et de promotion de l'équité ; d) gestion et institutions du service public. Ces critères s'efforcent de rendre compte des facteurs essentiels à la croissance et à la réduction de la pauvreté tout en évitant d'alourdir exagérément le processus d'évaluation.

Les notations proviennent du jugement de l'équipe chargée de l'évaluation et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du conseil d'administration de la Banque mondiale, ni celle des pays qu'il représente. La Banque mondiale a mis au point des instructions pour aider ses équipes à évaluer les performances des pays, en donnant une définition de chaque critère et une description détaillée de chaque niveau de notation. Les équipes de la Banque mondiale évaluent la performance des pays pour chaque critère et attribuent une note. Le barème reflète une grande variété d'indicateurs, d'observations et de jugements basés sur la connaissance du pays, émanant de la Banque mondiale ou d'ailleurs, ainsi que sur les indicateurs pertinents publiquement disponibles.

Question(s) liée(s) à la corruption

Les experts ont pour tâche d'évaluer :

La transparence, l'obligation de rendre compte et la corruption dans le secteur public.

« Ce critère permet de déterminer la mesure dans laquelle l'exécutif peut être tenu responsable de l'utilisation des fonds et des résultats de ses actions par les électeurs et par le législatif et le judiciaire, ainsi que la mesure dans laquelle les employés du secteur public, au sein de l'exécutif, sont tenus de rendre compte de l'utilisation des ressources, des décisions administratives et des résultats obtenus. L'amélioration des deux niveaux de responsabilité passe par la transparence dans la prise de décisions, les institutions publiques d'audit, l'accès à l'information pertinente au moment voulu, et par un examen minutieux de la part du public et des médias. Un haut degré d'obligation de rendre compte et de transparence décourage la corruption et l'abus de pouvoir à des fins privées. Les structures gouvernementales nationales et sous nationales doivent être évaluées d'une manière appropriée. »

Chacune des trois dimensions suivantes est évaluée séparément :

- (a) l'obligation de l'exécutif de rendre compte aux institutions chargées du contrôle, et l'obligation des employés du secteur public d'assumer la responsabilité de leur performance ;
- (b) l'accès de la société civile à l'information sur les affaires publiques ; et
- (c) la poursuite d'intérêts particuliers étroits par les pouvoirs publics.

Concernant l'évaluation globale, les trois dimensions ci-dessus bénéficient d'une pondération égale.

<http://pubdocs.worldbank.org/pubdocs/publicdoc/2015/6/559351435159340828/cpia14-webFAQ14.pdf>

Barème

L'échelle de notation va de 1 (bas niveaux de transparence) à 6 (hauts niveaux de transparence) et permet les notes intermédiaires au demi-point (3,5 par exemple). La note obtenue est un assemblage des trois dimensions de corruption dans les institutions gouvernementales au niveau national et local dans le pays/territoire.

Pays couverts

95 pays ont été notés dans la CPIA 2017. Le processus d'établissement des notes se déroule en deux phases : a) la phase d'analyse comparative (*benchmarking*), qui recouvre un processus intensif mené au niveau de l'ensemble de la Banque et consistant à noter un petit échantillon représentatif de pays ; et b) la seconde phase, qui consiste à noter le reste des pays en se servant des notations attribuées aux pays de référence comme étalons. Ce processus est administré au sein de la Banque par sa vice-présidence Politique opérationnelle et services pays.

Disponibilité des données

Publiée pour la première fois en 2005 dans sa forme actuelle, la CPIA est désormais un exercice annuel.

Le processus de notation commence en général à l'automne et s'achève au printemps de l'année suivante. Les notes publiées en juin 2018 reflètent les performances des pays en 2017.

Ces données sont accessibles à tous sur Internet à : <http://data.worldbank.org/data-catalog/CPIA>

11. Enquête d'opinion auprès des cadres dirigeants 2018 - Forum économique mondial Code : WEF

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Enquête auprès de cadres dirigeants

Fournisseur de données : Forum économique mondial

Le Forum économique mondial est une organisation internationale indépendante qui s'est engagée à améliorer l'état du monde. Le Forum invite des dirigeants d'entreprise, des responsables politiques, des universitaires et d'autres acteurs de la société à définir des programmes mondiaux, régionaux et industriels. Fondation à but non lucratif créée en 1971, le Forum économique mondial, dont le siège est à Genève, en Suisse, ne défend aucun intérêt politique, partisan ou national.

L'enquête d'opinion auprès des cadres dirigeants est conduite chaque année par le Forum économique mondial. Au fil du temps, l'enquête a évolué pour pouvoir saisir de nouvelles données essentielles pour l'indice de compétitivité mondiale et pour d'autres indices publiés par le Forum.

Le Réseau mondial pour la compétitivité et l'analyse comparative (*benchmarking*) du Forum économique travaille en étroite collaboration avec un réseau de plus de 160 institutions partenaires qui prennent en charge l'enquête auprès de leurs pays/territoires respectifs. Ces institutions sont sélectionnées pour leur capacité à entrer en contact avec les principaux chefs d'entreprise, ainsi que pour leur connaissance du contexte commercial de leur pays et leur engagement en faveur du travail de recherche sur la compétitivité mené par le Forum. Les instituts partenaires sont pour la plupart des départements de sciences économiques au sein d'universités nationales réputées, des instituts de recherche indépendants ou des organisations commerciales. Les sondages sont conduits selon une grille détaillée visant à collecter des données selon le secteur d'activité et la taille des entreprises. Le processus est revu chaque année en interne ; il a en plus été revu par un expert renommé en 2008 et en 2012. Voir le Chapitre 1.3 du rapport 2013-2014 pour plus de détails : www.weforum.org/gcr.

Question(s) liée(s) à la corruption

Les questions suivantes ont été posées aux personnes interrogées :

(Sur une échelle de 1 à 7 où 1 signifie très fréquent et 7 signifie jamais)

« Dans votre pays, est-il fréquent que des entreprises effectuent des paiements non référencés ou versent des pots-de-vin liés aux éléments suivants :

- a) importations et exportations
- b) services publics
- c) versement annuel des impôts
- d) obtention de contrats publics et de licences d'exploitation
- e) obtention de décisions judiciaires favorables ».

(Sur une échelle de 1 à 7 où 1 signifie très fréquent et 7 signifie jamais)

« Dans votre pays, le détournement, par des moyens corrompus, de fonds publics au profit d'entreprises, d'individus ou de groupes divers est-il une pratique courante ? »

Barème

Pour chaque question, les personnes interrogées donnent une note comprise entre 1 et 7.

La moyenne des résultats des parties a) à e) de la première question a été calculée pour créer une note unique, et la moyenne des résultats de la première et de la seconde question a été calculée pour attribuer une note par pays/territoire.

Pays couverts

En 2018, l'enquête a enregistré l'opinion de 12 274 chefs d'entreprise dans 140 pays. Pour plus d'information sur l'enquête d'opinion auprès des cadres dirigeants, consultez la page Internet: <http://www3.weforum.org/docs/GCR2018/04Backmatter/2.%20Appendix%20B.pdf>

L'enquête est conduite dans chaque pays/territoire suivant des instructions concernant la sélection d'un échantillon. L'évaluation est donc effectuée de manière uniforme, partout dans le monde, au même moment de l'année.

Disponibilité des données

Le Forum réalise cette enquête annuelle depuis plus de 30 ans. Les données ont été collectées au cours d'une enquête menée entre janvier et avril 2018. Certaines données agrégées sont disponibles en annexe du Rapport sur la compétitivité mondiale. En ce qui concerne les calculs de l'IPC, les micro données désagrégées de l'enquête d'opinion auprès des cadres dirigeants sont fournies à

Transparency International par le Forum. Le Rapport sur la compétitivité mondiale 2018 est disponible en ligne à l'adresse :
www3.weforum.org/docs/GCR2018/05FullReport/TheGlobalCompetitivenessReport2018.pdf.

12. Indice de l'État de droit 2016-2018– World Justice Project Code : WJP

Année de publication : 2017

Type d'évaluation : Enquête d'experts

Fournisseur de données : Projet de justice mondiale

Le World Justice Project (WJP - Projet de justice mondiale) est une organisation indépendante à but non lucratif qui travaille à faire avancer l'État de droit pour des sociétés plus justes. Le WJP, au travers d'activités multinationales et multidisciplinaires, se donne pour objectif de développer des programmes concrets pour faire avancer l'État de droit dans le monde. Le travail de WJP s'appuie sur deux postulats complémentaires : d'une part, l'État de droit est le fondement de sociétés justes et équitables. D'autre part, la collaboration multidisciplinaire constitue le moyen le plus efficace de faire avancer l'État de droit.

L'Indice de l'État de droit est un instrument de mesure conçu par le WJP pour présenter de manière détaillée et exhaustive dans quelle mesure les pays/territoires adhèrent au principe de l'État de droit dans la pratique. Cet indice fournit des informations détaillées ainsi que des données primaires concernant un certain nombre d'aspects de l'État de droit. Il permet ainsi aux différentes parties prenantes d'évaluer dans quelle mesure une nation respecte l'État de droit dans la pratique, d'identifier les forces et les faiblesses d'une nation en comparaison avec des pays connaissant une situation économique similaire, et de suivre les changements au fil du temps.

Les classements et les notations issus de cet indice sont le produit d'un processus rigoureux de collecte et de regroupement de données. Les données proviennent d'un sondage mondial mené auprès des populations et de questionnaires détaillés soumis à des experts locaux (professionnels dans le pays et universitaires ayant une expertise en droit civil et commercial, justice pénale, droit du travail et santé publique).

Question(s) liée(s) à la corruption

Indice 2 : Absence de corruption

53 questions au total sont posées aux experts sur la fréquence à laquelle des fonctionnaires se servent de leur fonction publique à des fins privées. Ces questions abordent un certain nombre de domaines liés à l'organisation de l'État, comme le système de santé publique, les autorités réglementaires, la police et le système judiciaire.

Des questions individuelles sont rassemblées en quatre sous-indices :

- 2.1 Les fonctionnaires du pouvoir exécutif ne se servent pas de leur fonction publique à des fins privées
- 2.2 Les fonctionnaires du pouvoir judiciaire ne se servent pas de leur fonction publique à des fins privées
- 2.3 Les policiers et les militaires ne se servent pas de leur fonction publique à des fins privées
- 2.4 Les fonctionnaires du pouvoir législatif ne se servent pas de leur fonction publique à des fins privées

Seules les notes fournies par les experts ont été prises en compte dans les calculs de l'IPC. La moyenne des quatre sous-indicateurs est alors calculée pour créer une note unique.

Barème

Les notes sont attribuées sur une échelle continue allant de 0 (niveau le plus bas) à 1 (niveau le plus haut).

Pays couverts

113 pays ont été notés dans le cadre de l'indice de l'État de droit 2017.

L'indice a pour vocation délibérée d'être appliqué à des pays dotés de systèmes sociaux, culturels, économiques et politiques radicalement différents.

Disponibilité des données

La première édition de cet indice a été publiée en 2010, avec de légères variations quant à la méthodologie et aux pays couverts.

Les données retenues pour le calcul de cet indice ont été collectées en 2017 à travers un sondage réalisé auprès de plus de 3 000 experts (en moyenne 26 personnes interrogées par pays). Les données sont disponibles au public en ligne à <http://data.worldjusticeproject.org/>. En ce qui concerne les calculs de l'IPC, les données d'enquête désagrégées auprès des experts sont fournies à Transparency International par le WJP.

13. Projet Variétés de démocraties **2018 Code : VDEM**

Année de publication : 2018

Type d'évaluation : Enquête d'experts

Fournisseur de données : Université de Göteborg, V-Dem Institute et Université de Notre Dame

Variétés de démocraties (V-Dem) est une nouvelle approche en matière de conceptualisation et de mesure de la démocratie. V-Dem fournit un ensemble de données pluridimensionnel et désagrégé qui reflète la complexité du concept de démocratie en tant que système de droit qui va au-delà de la simple tenue d'élections. Le projet V-Dem distingue sept principes supérieurs dans la démocratie : les principes électoral, libéral, participatif, délibératif, égalitaire, majoritaire et consensuel. Il recueille des données afin de mesurer ces principes.

Il s'agit d'une collaboration entre plus de 3 000 universitaires du monde entier, co-organisée par le Département des sciences politiques de l'Université de Göteborg, en Suède, et l'Institut Kellogg de l'Université de Notre-Dame, aux États-Unis. Rassemblant quatre chercheurs principaux, quinze directeurs de projet spécifiquement chargés de domaines thématiques, plus de trente responsables régionaux, 170 coordinateurs nationaux, des assistants de recherche et 2 500 experts nationaux, V-Dem est l'un des plus importants projets de collecte de données en sciences sociales axés sur la recherche.

À compter d'avril 2018, la base de données de V-Dem contiendra plus de 19 millions de points de données sur la démocratie entre 1789 et 2017 dans 201 pays.

Question(s) liée(s) à la corruption

Question : À quel point la corruption politique est-elle répandue ? (v2x_corr)

Le caractère directionnel de l'indice de corruption V-Dem se décline sur une échelle allant de « moins corrompu » à « plus corrompu » (contrairement aux autres variables du V-Dem qui vont généralement d'une situation « moins démocratique » à une situation « plus démocratique »). L'indice de corruption comprend des mesures de six types distincts de corruption qui couvrent à la fois différents domaines et différents niveaux de la sphère politique, en faisant une distinction entre la corruption exécutive, législative et judiciaire. Dans le domaine du pouvoir exécutif, les mesures distinguent également la corruption principalement liée aux pots-de-vin et la corruption liée aux détournements de fonds. Elles distinguent aussi la corruption aux plus hauts niveaux du pouvoir exécutif (au niveau des dirigeants/du gouvernement) d'une part, et la corruption dans le secteur public en général d'autre part. Les mesures permettent ainsi de saisir plusieurs types de corruption : la « petite corruption » et la « grande corruption » ; les pots-de-vin et le vol ; la corruption visant à influencer le processus législatif et celle qui touche à la mise en œuvre.

Agrégation : l'indice est obtenu en prenant la moyenne de (a) l'indice de corruption du secteur public, (b) de l'indice de corruption de l'exécutif, (c) de l'indicateur de la corruption législative et (d) de l'indicateur de la corruption judiciaire. En d'autres termes, ces quatre sphères gouvernementales sont pondérées de manière égale dans l'indice produit.

Barème

Les notes sont attribuées sur une échelle continue allant de 0 (niveau de corruption le plus bas) à 1 (niveau de corruption le plus haut).

Pays couverts

177 pays ont été notés dans la mise à jour 2018 de l'indice.

V-Dem s'appuie sur l'expertise théorique et méthodologique de son équipe mondiale pour produire des données de la manière la plus objective et la plus fiable possible. Environ la moitié des indicateurs de l'ensemble de données de V-Dem s'appuient sur des informations factuelles obtenues à partir de documents officiels tels que des documents constitutionnels et gouvernementaux. Le reste des indicateurs consiste en des évaluations plus subjectives sur des sujets tels que les pratiques démocratiques et de gouvernance et le respect des règles de droit. Concernant ces questions, cinq experts, généralement, fournissent des notations pour le pays, le domaine thématique et la période sur lesquels ils disposent d'informations.

Pour gérer la variation des évaluations de codage, V-Dem travaille en étroite collaboration avec d'éminents spécialistes en méthodologie dans le domaine de la recherche en sciences sociales et a

développé un modèle de mesure bayésien de pointe qui, dans la mesure du possible, aborde les erreurs de codage et les problèmes de comparabilité entre les pays et dans le temps. V-Dem fournit également des estimations des seuils supérieur et inférieur, qui représentent une plage de valeurs probables correspondant à une observation donnée. Lorsque les plages de deux observations ne se chevauchent pas, on peut relativement se fier au fait que la différence entre elles est significative. V-Dem expérimente continuellement de nouvelles techniques et sollicite des retours d'information auprès d'experts en la matière. De ce point de vue, V-Dem est à la pointe du développement de méthodes nouvelles et améliorées dont l'objectif est d'augmenter à la fois la fiabilité et la comparabilité des données tirées des enquêtes d'experts. V-Dem s'appuie également sur l'expertise universitaire de l'équipe pour développer des techniques théoriques permettant d'agrèger les indicateurs en indices de niveau intermédiaire et de haut niveau.

Disponibilité des données

Les données V-Dem sont accessibles au public à l'adresse suivante : <https://www.v-dem.net/en/data/data-version-8/>
et le livre des codes est disponible à l'adresse suivante : https://www.v-dem.net/media/filer_public/64/ad/64ad9308-45fa-473e-8e2b-e1c0c4e421e6/v-dem_codebook_v8.pdf.